

Rapport explicatif selon l'art. 16 OAT

Sommaire du rapport explicatif

- 1 Contexte et l'objet de l'examen
- 2 Déroulement de la planification
- 3 Collaboration
- 4 Consultation et participation
- 5 Prise en compte des propositions

1 Contexte et l'objet de l'examen

Une procédure par étapes a été choisie tant pour l'élaboration que pour l'approbation du Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA). Dans une première phase, le Conseil fédéral a adopté le 18 octobre 2000 la partie conceptionnelle du plan, composée comme suit:

- I Généralités (Introduction et guide de lecture)
- II Infrastructure aéronautique – état actuel et prévisions
- IIIA Principes de gestion du PSIA
- IIIB Objectifs et exigences de caractère conceptionnel

Dans une deuxième phase, elle aussi par étapes, est élaborée la partie consacrée aux

- IIIC Objectifs et exigences concernant les installations.

L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) est chargé d'établir cette partie du plan en collaboration avec les services fédéraux concernés.

Une première série de fiches par installation a été approuvée par le Conseil fédéral le 30 janvier 2002 (12 installations dont 7 aérodromes régionaux, 1 aérodrome militaire avec utilisation civile, 3 champs d'aviation et 1 champ d'aviation d'hiver).

La deuxième série comprend les 6 installations suivantes:

	Canton	Installation	Réseau partiel
Nouvelles fiches	BE	Reichenbach	Flugfeld (ehemaliger Militärflugplatz)
	VD	Bex	Champ d'aviation
	VS	Münster	Flugfeld (ehemaliger Militärflugplatz)
		Raron Flugplatz	Flugfeld (ehemaliger Militärflugplatz)
		Raron Heliport	Heliport
Adaptation	AG	Birrfeld	Regionallflugplatz

2 Déroulement de la planification

Office responsable

Office fédéral de l'aviation civile (OFAC)

Etapes franchies

- 1989 Programme de réalisation 1989 sur les mesures en matière de politique d'organisation du territoire: premier mandat pour l'élaboration d'une conception nationale des aéroports
- 1990–94 Révision de la loi sur l'aviation
- 1994 Conception des aéroports: travaux préliminaires, première enquête auprès des cantons, communes et exploitants d'aéroport (collecte de données de base)
- 1996 Programme de réalisation 1996–1999 sur les mesures en matière de politique d'organisation du territoire: mandat concrétisé pour l'élaboration d'un plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique
- 1997/98 Travaux conceptionnels et collecte de données
Rapport de l'OFAC sur les caractéristiques générales des conceptions et plans sectoriels et principes d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre
- 1998 Inventaire des conflits et premiers entretiens avec les cantons, les communes et les exploitants d'aéroport
Premier projet de plan sectoriel du 30.9.98
- 1999 Dépôt public, consultation des autorités et participation de la population
Evaluation des quelque 17'500 avis remis
Publication des résultats de la participation sur Internet
Inventaire des questions de fond issues de la participation
Lancement d'un remaniement du plan sectoriel en deux étapes
- 2000 Première étape du remaniement: Généralités et parties conceptionnelles I à III B
- Discussions visant à aplanir les différends avec tous les cantons et services fédéraux intéressés
 - Projet de plan sectoriel du 28.4.2000 (parties I à III B)
 - Nouvelle consultation des cantons et consultation des services fédéraux (procédure réservée aux autorités)
 - 18 octobre: Adoption par le Conseil fédéral
- 2001 Seconde étape du remaniement: Partie III C concernant les installations 1^{re} série de fiches
- Détermination de la procédure de coordination entre les installations aéronautiques et l'utilisation des surfaces avoisinantes (notice explicative sur les protocoles de coordination)
 - Début du processus de coordination, selon notice explicative
 - Etablissement et achèvement des protocoles de coordination avec la collaboration des services de planification de la Confédération, des cantons, des communes et des exploitants d'aéroport
 - Remaniement des fiches du 21.8.2001
 - Nouvelle audition des cantons et consultation des services fédéraux (procédure réservée aux autorités)
- 2002 30 janvier: Adoption par le Conseil fédéral

- 2002 Partie III C concernant les installations 2^e série de fiches
- Début du processus de coordination, selon notice explicative
 - Etablissement et achèvement des protocoles de coordination avec la collaboration des services de planification de la Confédération, des cantons, des communes et des exploitants d'aérodrome
 - Remaniement des fiches du 30.9.2002
 - Nouvelle audition des cantons et consultation des services fédéraux (procédure réservée aux autorités)
- 2003 14 mai: Adoption par le Conseil fédéral

Suite des travaux

2003–05 Autres séries de fiches

3 Collaboration

Le processus de coordination spatiale des installations a bénéficié d'une collaboration permanente des services mentionnés ci-après. Il s'agissait d'établir les protocoles de coordination, conformément aux exigences du PSIA.

- Services fédéraux
 - Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), responsable du projet
 - Office fédéral du développement territorial (ARE)
 - Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP)
 - Office fédéral des transport (OFT), AlpTransit
 - Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
- Services cantonaux concernés (en règle générale les services chargés de l'aménagement du territoire)
- Communes concernées
- Exploitants d'installations (exploitants d'aérodrome)

Les résultats de cette collaboration sont consignés dans les protocoles de coordination. Ils servent de base commune aux différents organismes et partenaires pour leurs instruments de planification respectifs: à la Confédération pour l'élaboration des fiches par installation prévues par le PSIA, aux cantons pour la prise en compte dans les plans directeurs et aux communes pour leur planification régionale ou locale.

4 Consultation et participation

Au cours du premier trimestre 1999, les communes concernées ont été consultées - en coopération avec les cantons - sur le premier projet du PSIA (parties conceptionnelle et par installation) du 30 septembre 1998 et la population a pu y participer et formuler des observations.

Au cours du quatrième trimestre 2002, les cantons et les communes concernés ont eu l'opportunité de donner leur avis sur les fiches par installation de la deuxième série. Simultanément a eu lieu la consultation des offices au niveau fédéral.

Les cantons ont vérifié que les fiches par installation étaient conformes aux objectifs et principes de leur planification cantonale et qu'elles ne présentaient pas de contradictions avec leur plan directeur.

Les services fédéraux ont vérifié que les fiches par installation correspondaient aux objectifs et principes de leur propre planification et qu'elles ne présentaient pas de contradictions avec les conceptions et plans sectoriels dont ils ont la charge (article 13 LAT).

La consultation et participation ont été terminées à fin janvier 2003. Les propositions ainsi que la manière dont elles ont été retenues sont récapitulées ci-après.

5 Prise en compte des propositions

Anträge Propositions	Änderung im SIL Modification du PSIA	Bemerkungen Remarques	
ARE Bundesamt für Raumentwicklung / Office fédéral du développement territorial			
1	Flugplatz Reichenbach Grundlagendokumente: ergänzen mit «LBK neu zu erstellen (Lärmkorsett)». Erläuterung zur Nachführung Sachplan AlpTransit.	keine Stand Koordination: «... Sinne nachgeführt. <i>Diese Nachführung ist im Rahmen der Gesamtnachführung für 2003 vorgesehen.</i> Mit dem Auflageprojekt ...»	Liste auf die Aufzählung der Dokumente beschränken, ohne Hinweise auf deren rechtliche Wirkung. Dem Antrag wird entsprochen.
2	Regionalflugplatz Birrfeld Stand Koordination: Korrektur	«Der Lärmbelastungskataster ...»	
3	Aérodrome de Bex Explications Protection de la nature et du paysage, environnement: "Dans le cas des mesures de compensation, l'exploitant peut d'ores et déjà formuler des propositions concrètes pour son installation sans attendre une procédure spécifique sans attendre développer librement les principes de compensation pour son installation."	Le texte est modifié dans le sens de la proposition.	La proposition est acceptée.
4	Flugplatz Münster technische Daten: Lärmkorsett erwähnen. Erläuterungen Perimeter: Hinweise in die Karte aufnehmen (mit Nummern).	Erläuterungen Lärmbelastung ergänzen: «Das Gebiet mit Lärmbelastung gilt als Lärmkorsett.» keine	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Karte soll den Festlegungen zur Luftfahrt vorbehalten sein, für Hinweise vgl. Koordinationsprotokoll.
5	Flugplatz Raron Grundlagendokumente: «Lärmkorsett» erwähnen. Stand Koordination: – Der SAT «wird entsprechend dem aktuellen Projekt nachgeführt.» präzisieren. – Korrektur Übergangsbetrieb – Korrektur definitiver Betrieb Festlegungen Betrieb: «Die Möglichkeiten einer gemeinsamen Nutzung der Infrastruktur mit dem Heliport sind zu prüfen. als Auftrag festlegen (anstelle erläutern). Erläuterung Lärmbelastung: ergänzen mit Angaben zu Lmax. Frage: neues Koordinationsverfahren für den definitiven Betrieb?	keine «... wird entsprechend dem <i>konkreten</i> Projekt nachgeführt. <i>Diese Nachführung ist im Rahmen der Gesamtnachführung für 2003 vorgesehen.</i> » «ca. 900 fm (ab ...» «...benachbarten Heliport sind <i>dabei</i> zu prüfen».	Liste auf die Aufzählung der Dokumente beschränken, ohne Hinweise auf deren rechtliche Wirkung. Dem Antrag wird entsprochen. Bleibt als Hinweis im Stand der Koordination und in den Erläuterungen. Lmax ist nur für Heliports relevant. ist noch offen
6	Heliport Raron Stand Koordination: «eine gewisse Aufgabenteilung» zwischen Raron und Gampel präzisieren. Festlegungen Lärm: Ergänzung LBK.	«Der nahe gelegene Heliport Gampel wurde 1982 als Basis für die Firma Heliswiss bewilligt. Er wird heute ebenfalls von der Air Zermatt betrieben.» «Der LBK ist zu erstellen.»	Die Ausgangslage wird präzisiert. Die Aufgabenteilung zwischen den Helibasen Gampel und Raron wird bei der Koordination zum Heliport Gampel zur Sprache kommen. Dem Antrag wird entsprochen.

Anträge Propositions	Änderung im SIL Modification du PSIA	Bemerkungen Remarques
Stand Koordination/Festlegungen Betrieb: ergänzen mit prüfen der Möglichkeiten einer gemeinsamen Nutzung der Infrastruktur mit dem Flugplatz (anstelle Erläuterung, analog Objektblatt zum Flugplatz).	keine	Bleibt als Hinweis in den Erläuterungen.
Erläuterungen Lärm: effektive Bewegungszahlen sind nicht relevant;	keine	Stehen lassen, dienen der Information.
präzisieren «Für Anlagen mit Helikoptern bis zu einer Bewegungszahl ...»	keine	Erläuterung bezieht sich ja auf einen Heliport.
Erläuterungen Natur und Landschaft: «... verbundenen Massnahmen ist anzustreben soll erfolgen.»	«... verbundenen Massnahmen ist anzustreben soll erfolgen.»	Dem Antrag wird entsprochen.
<hr/>		
7 formale Anpassungen		
Datum / Serie in der Kopfzeile der Objektblätter anpassen	ja	Die Angabe zur Serie in der Kopfzeile wird bei der definitiven Fassung (Publikation) generell wegelassen.
pro Objektblatt eine Tabelle mit Beschlussdaten (Gesamthalt, Anpassungen)	ja, dazu Tabelle «Datum der Beschlussfassung» (Kapitel Sachplaninhalt) entsprechend neu gestalten und ergänzen.	Erfolgt erst bei der definitiven Fassung (Publikation).
Legende: Fussnote zu Lärmkurve Lmax	«Bei Flugplätzen mit Flächenflugzeugen sind gemäss Lärmschutzverordnung (LSV) die Grenzwerte Lr massgebend, bei Heliports Grenzwerte Lmax.»	Dem Antrag wird entsprochen.
Legende: AlpTransit (anpassen)	ja; dazu Erläuterungen: «Hinweis zur Anlagekarte: die Darstellung zum AlpTransit entspricht nicht dem Sachplan AlpTransit (SAT), sondern dem konkreten Projekt. Die Nachführung des SAT ist für 2003 vorgesehen.»	Dem Antrag wird entsprochen.
<hr/>		
BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports		
<hr/>		
1 Bemerkung		
Die Objektblätter Reichenbach und Raron sind mit dem Sachplan Alp-Transit abgestimmt. Der Sachplan AlpTransit wird 2003 umfassend nachgeführt (inkl. Objektblätter).		
<hr/>		
2 Flugplätze Reichenbach, Raron:		
Im Hinblick auf die fliegerische Aus- und Weiterbildung ist sicher zu stellen (z.B. Betriebsvorschriften, bauliche Vorkehrungen), dass durch den Betrieb der privaten Flugfelder die nahe Bahninfrastruktur nicht gefährdet wird (z.B. Anordnung minimaler Flughöhe über der Eisenbahninfrastruktur). Eine allfällige Anpassung des Flugplatzperimeters bzw. des Umfanges der Gebiete mit Hindernisbegrenzung (im Hinblick auf Sicherheitsmassnahmen) im Rahmen der Detailplanung wird daher nicht von vorneherein ausgeschlossen.	keine, der Vorbehalt betreffend allfälligen Anpassungen in der Detailplanung wird entgegengenommen.	Der Antrag bezieht sich nicht auf eine konkrete Festlegung in den Anlagekarten der Objektblätter. Detailplanungen zu Infrastruktur und Betrieb sind auf den Flugplätzen Reichenbach und Raron vorgesehen (Umnutzungsverfahren). Dem Anliegen des BAV wird dabei Rechnung zu tragen sein. Im übrigen ist der Flugplatzhalter für die Sicherheit des Betriebs im Rahmen der geltenden Vorschriften verantwortlich.
<hr/>		
3 Aérodrôme de Bex		
Même proposition que ci-dessus.	Aucune.	La proposition ne se rapporte pas à une décision concrète figurant sur la carte de la fiche par installation. Pour le reste, l'exploitant est responsable de la sécurité de l'exploitation dans le cadre des prescriptions en vigueur sur son installation.
<hr/>		
BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / Office fédéral des constructions et de la logistique		
<hr/>		
keine Anträge und Bemerkungen		

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture		
<p>1 Flugplatz Reichenbach</p> <p>Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen</p> <p>Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen: «Als Arbeitshilfe ... Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie sich für die landwirtschaftlichen Bewirtschafter vorteilhaft auswirken».</p>	<p>«Die Realisierung ökologischer Ausgleichsmassnahmen auf dem Flugplatz soll den naturräumlichen, <i>landwirtschaftlichen</i> und betrieblichen Möglichkeiten Rechnung tragen.» ... «Wo zweckmässig, können <i>in Absprache mit den landwirtschaftlichen Bewirtschaftern</i> auch Massnahmen ausserhalb des Perimeters ...»</p> <p>«Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung berücksichtigen</i>».</p>	<p>Dem Antrag wird entsprochen.</p> <p>Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Empfehlungen für den ökologischen Ausgleich werden dem BLW vor Publikation zur Stellungnahme unterbreitet.</p>
<p>2 Aérodrome de Bex</p> <p>Explications Protection de la nature et du paysage, environnement:</p> <p>Les mesures de compensation ... à l'intérieur du périmètre d'aérodrome. <i>Leur réalisation prendra en compte les aspects naturels, agricoles et relatifs à l'exploitation aéronautique.</i></p> <p>Si nécessaire, des mesures à l'extérieur du périmètre peuvent être prises en considération, <i>en accord avec les exploitants agricoles.</i></p> <p>Explications Protection de la nature et du paysage, environnement:</p> <p>Les instances de la Confédération élaborent des recommandations sur la revalorisation écologique des aérodromes. <i>Celles-ci seront établies de manière à ce qu'elles soient favorables aux exploitants agricoles.</i></p> <p>Explications Agriculture</p> <p>Avant de supprimer lesdites surfaces de leur inventaire, le canton doit apporter à la Confédération (Office fédéral du développement territorial) la preuve qu'elles peuvent être compensées.</p>	<p>Le texte est modifié dans le sens de la proposition.</p> <p>La proposition n'est pas complètement retenue. Le texte est modifié selon la proposition suivante. Les instances de la Confédération élaborent des recommandations sur la revalorisation écologique des aérodromes. <i>Celles-ci seront établies de manière à ce que les besoins de l'agriculture soient pris en considération qu'elles soient favorables aux exploitants agricoles.</i></p> <p>Dès lors, la dernière phrase du chapitre "<i>Les besoins de l'agriculture seront pris en compte</i>" est supprimée.</p> <p>Le texte est modifié dans le sens de la proposition.</p>	<p>La proposition est acceptée.</p> <p>Les recommandations sur la revalorisation écologique des aérodromes seront soumises à l'OFAG pour prise de position avant leur publication.</p> <p>La proposition est acceptée.</p>
<p>3 Flugplatz Münster</p> <p>Das Flugfeld ist Bestandteil eines laufenden landwirtschaftlichen Strukturverbesserungsprojekts. Es unterliegt dem Zweckentfremdungsverbot und der Bewirtschaftungspflicht gemäss Vorgaben von Landwirtschaftsgesetz und Strukturverbesserungsverordnung. Diesem Umstand ist im Umnutzungsverfahren Rechnung zu tragen, das Meliorationsamt des Kantons Wallis ist beizuziehen.</p> <p>Festlegungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen: «...berücksichtigen. Insbesondere ist zu beachten, dass die entsprechenden Flächen im Perimeter der laufenden Güterzusammenlegung liegen und damit der entsprechenden landwirtschaftlichen Bewirtschaftungspflicht unterliegen.»</p>	<p>Ergänzung Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz: «<i>Bei der Planung ökologischer Aufwertungsmassnahmen ist zu beachten, dass die landwirtschaftlich genutzten Flächen im Perimeter der laufenden Güterzusammenlegung liegen und damit der entsprechenden landwirtschaftlichen Bewirtschaftungspflicht unterliegen. Die Verfahren zur Umnutzung des Flugplatzes und zur Güterzusammenlegung sind aufeinander abzustimmen.</i>»</p>	<p>Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen.</p>

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen.	«Die Realisierung ökologischer Ausgleichs- massnahmen auf dem Flugplatz soll den naturräumlichen, <i>landwirtschaftlichen</i> und betrieblichen Möglichkeiten Rechnung tragen.» ... «Wo zweckmässig, können <i>in Absprache mit den landwirtschaftlichen Bewirtschaftern</i> auch Massnahmen ausser- halb des Perimeters ...»	Dem Antrag wird entsprochen.
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen: «Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie sich für die landwirtschaftlichen Bewirtschafter vorteilhaft auswirken</i> »	«Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausge- staltet werden, dass sie die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung berücksich- tigen</i> ».	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Empfehlungen für den ökologischen Ausgleich werden dem BLW vor Publikation zur Stellungnahme unterbreitet.
4 Flugplatz Raron		
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen.	«Die Realisierung ökologischer Ausgleichs- massnahmen auf dem Flugplatz soll den naturräumlichen, <i>landwirtschaftlichen</i> und betrieblichen Möglichkeiten Rechnung tragen.» ... «Wo zweckmässig, können <i>in Absprache mit den landwirtschaftlichen Bewirtschaftern</i> auch Massnahmen ausser- halb des Perimeters ...»	Dem Antrag wird entsprochen.
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen: «Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie sich für die landwirtschaftlichen Bewirtschafter vorteilhaft auswirken</i> »	«Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausge- staltet werden, dass sie die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung berücksich- tigen</i> ».	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Empfehlungen für den ökologischen Ausgleich werden dem BLW vor Publikation zur Stellungnahme unterbreitet.
5 Heliport Raron		
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen.	«Die Realisierung ökologischer Ausgleichs- massnahmen auf dem Flugplatz soll den naturräumlichen, <i>landwirtschaftlichen</i> und betrieblichen Möglichkeiten Rechnung tragen.» ... «Wo zweckmässig, können <i>in Absprache mit den landwirtschaftlichen Bewirtschaftern</i> auch Massnahmen ausser- halb des Perimeters ...»	Dem Antrag wird entsprochen.
Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz ergänzen: «Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie sich für die landwirtschaftlichen Bewirtschafter vorteilhaft auswirken</i> »	Als Arbeitshilfe ... <i>Diese sollen so ausge- staltet werden, dass sie die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung berücksich- tigen</i> ».	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Empfehlungen für den ökologischen Ausgleich werden dem BLW vor Publika- tion zur Stellungnahme unterbreitet.

**BUWAL Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft / OFEFP Office fédéral de l' environnement, des forêts
 et du paysage**

1 Flugplatz Reichenbach	keine	Die Anlagekarte beschränkt sich auf Hin- weise zu den Sachplänen und Schutz- objekten des Bundes. Hinweise zu kanton- alen oder kommunalen Planungen sind im Koordinationsprotokoll enthalten. Im Erläuterungstext wird bereits auf die eingeschränkten Nutzungsmöglichkeiten den Grundwasserschutzzonen 2 und 3 hingewiesen. Detailliertere Angaben sind ebenfalls im Koordinationsprotokoll ent- halten, Auflagen zum Gewässerschutz sind Gegenstand des Umnutzungsverfah- rens.
-------------------------	-------	--

Anträge Propositions	Änderung im SIL Modification du PSIA	Bemerkungen Remarques
Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen: «Als Arbeitshilfe ... Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie sich für die landwirtschaftlichen Bewirtschafter vorteilhaft auswirken»	«Als Arbeitshilfe ... Diese sollen so ausgestaltet werden, dass sie die Interessen der landwirtschaftlichen Nutzung berücksichtigen».	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Empfehlungen für den ökologischen Ausgleich werden dem BLW vor Publikation zur Stellungnahme unterbreitet.
2 Aérodrome de Bex Proposition d'inclure dans la fiche l'état d'avancement des travaux liés aux sites contaminés.	Aucune	Les travaux liés à l'établissement d'un cadastre des sites contaminés n'ont pour l'instant pas été entrepris.
3 Flugplatz Münster Die gemäss Nutzungskonzept der Gemeinde geplante Freizeit- und Campingzone steht im Konflikt mit den Interessen des Naturschutzes. Der Erläuterungstext zum Natur- und Landschaftsschutz ist entsprechend anzupassen: «Die Realisierung und Finanzierung dieser Massnahmen ist nun zwischen den beteiligten Bundesstellen und der Gemeinde zu regeln. Allerdings bestehen Konflikte zwischen der vorgesehenen Freizeitnutzung und dem Auengebiet entlang der Rhone. Diese sind noch zu bereinigen.»	«Allerdings bestehen Konflikte zwischen der vorgesehenen Freizeitnutzung und dem Auengebiet entlang der Rhone. Diese Konflikte sind zwischen den beteiligten Bundesstellen und der Gemeinde noch zu bereinigen.»	Dem Antrag wird entsprochen.
4 Flugplatz und Heliport Raron Die Belastung der angrenzenden Bundeschutzgebiete durch den Flugbetrieb ist zu begrenzen. Der Erläuterungstext zum Natur- und Landschaftsschutz ist zu ergänzen: «Es ist ein zu meidender Luftraum als Puffer zwischen dem Betrieb von Raron und den Schutzgebieten auszuscheiden. Dieser soll allen Piloten, die in Raron starten, bekannt gegeben werden.»	keine	Die Schutzgebiete werden durch die An- und Abflugrouten sowie die Volten von Flugplatz und Heliport nicht tangiert. Allfällige Überflugbeschränkungen in den Schutzgebieten sind unabhängig vom Betrieb dieser Anlagen zu diskutieren. Diese Diskussion erfolgt im Rahmen der Überprüfung der Gebirgslandeplätze und der Erarbeitung von Richtlinien zur Bestimmung von Ruhezeiten gemäss SIL Teil III B 6 / 6a.
BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement		
1 keine Anträge und Bemerkungen		
Bundeskanzlei / Chancellerie fédérale		
1 keine Anträge und Bemerkungen		
Eidgenössische Finanzverwaltung / Administration fédérale des finances		
1 keine Anträge und Bemerkungen		
Eidgenössische Zollverwaltung / Administration fédérale des douanes		
1 keine Anträge und Bemerkungen		
Die Post Generalsekretariat / La Poste secrétariat général		
1 keine Anträge und Bemerkungen		
SBB Abteilung Infrastruktur / CFF Division Infrastructure		
1 Flugplatz Raron Es wird davon ausgegangen, dass der definitive Flugbetrieb bezüglich Hindernisbegrenzung nicht in Konflikt mit der neuen Lötschberg-Bahnlinie steht und dass SIL und Sachplan AlpTransit in diesem Punkt aufeinander abgestimmt sind.	keine	SIL und Sachplan AlpTransit sind bezüglich der Hindernisbegrenzung aufeinander abgestimmt.

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung Bevölkerungsschutz Sport		
DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports		
1	Flugplatz Reichenbach Stand der Koordination ergänzen: «... Beim Landverkauf an die Bürgerbäuert werden unter anderem ökologische Aufwertungsmaßnahmen vereinbart und mit dem Eintrag einer Grunddienstbarkeit im Grundbuch sowie einer Auflage (als Bedingung für den Flugbetrieb) im Genehmigungsentscheid zum Betriebsreglement sicher gestellt.»	«... Beim Landverkauf an die Bürgerbäuert werden unter anderem ökologische Aufwertungsmaßnahmen vereinbart und mit dem Eintrag einer Grunddienstbarkeit im Grundbuch sowie einer Auflage im Entscheid zur Umnutzung des Flugplatzes sicher gestellt.»
		Dem Antrag wird entsprochen.
Kanton Bern		
1	Flugplatz Reichenbach Das Objektblatt ist auf den kantonalen Richtplan abgestimmt und entspricht den Grundsätzen gemäss kantonalem Leitbild Luftverkehr. Mit den Festlegungen ist sicher gestellt, dass die Lärmbelastung nicht wahrnehmbar erhöht und die Vorgaben der Lärmschutzverordnung eingehalten werden. Im Umnutzungsverfahren muss sicher gestellt sein, dass die von den Fachstellen beantragten Massnahmen für den ökologischen Ersatz und den Gewässerschutz realisiert werden.	
		Die vom Kanton beantragten Massnahmen für den ökologischen Ersatz und den Gewässerschutz werden als Hinweis für das Umnutzungsverfahren ins Koordinationsprotokoll aufgenommen.
Gemeinde Reichenbach im Kandertal		
1	Mit der Festlegung der Lärmkurve ist sicher gestellt, dass die Lärmbelastung auf das politisch akzeptierte Mass begrenzt bleibt; keine Anträge.	
Planungsregion Kandertal		
1	Keine Anträge und Bemerkungen	
Flugplatzgenossenschaft Reichenbach		
1	Erläuterungen Lärmbelastung: Der Satz «Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist als wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV einzustufen.» ist zu streichen. Der Flugplatz wird im heute bestehenden Rahmen weiterbetrieben, die Umnutzung führt entsprechend den Grundsätzen im SIL zu keiner wahrnehmbaren Erhöhung der Fluglärmbelastung.	Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist wie eine wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV zu behandeln.»
		In der LSV wird von wesentlichen Änderungen gesprochen, wenn durch Umbauten oder Betriebsänderungen wahrnehmbar stärkere Lärmimmissionen erzeugt werden. Dies ist beim Flugplatz Reichenbach nicht der Fall. Mit der Umnutzung von einem zivil mitbenützten Militärflugplatz in einen rein zivilen Flugplatz wird jedoch die Grundnutzung der Anlage verändert, auch wenn keine bauliche oder betriebliche Erweiterung stattfindet. Deshalb ist der Flugplatz bei der Beurteilung der Lärmbelastung im Umnutzungsverfahren wie eine wesentlich geänderte Anlage zu behandeln.
Kanton Aargau		
1	keine Widersprüche zum kantonalen Richtplan, keine Anträge	
Gemeinde Brunegg		
1	Keine Anträge und Bemerkungen	
Gemeinde Mülligen		
1	Keine Anträge und Bemerkungen	

Anträge Propositions	Änderung im SIL Modification du PSIA	Bemerkungen Remarques
Aargauischer Regionalflugplatz Birrfeld		
1 keine Anträge Die Bewegungszahl von 95'000 pro Jahr darf nicht als Maximalwert betrachtet werden. Die neue Generation von Flugzeugen (Schulflugzeuge, Ecolights) wird wesentlich weniger Lärm verursachen und zur Verbesserung der Lärmsituation beitragen. Das Bau-Entwicklungsgebiet der Gemeinde Mülligen wird von der Lärmkurve am Rand tangiert, im Zonenplan ist eine entsprechende Anmerkung aufzunehmen.		Die jährliche Bewegungszahl wird mit dem SIL nicht begrenzt, massgebend für die künftige Entwicklung ist einzig die Lärmkurve. Werden leisere Flugzeuge eingesetzt, sind innerhalb der festgelegten Lärmkurve mehr Flüge möglich. Die Ausgestaltung des Zonenplans ist Sache von Kanton und Gemeinde.
Canton de Vaud		
1 Aéroport de Bex Supprimer tout passage ayant trait aux surfaces d'assollement. Le périmètre d'aéroport fixé dans le PSIA reprend les limites de la zone d'aéroport, zone à bâtir au sens du plan général d'affectation de la commune de Bex. Selon le Service de l'aménagement du territoire du canton de Vaud, il n'est pas possible de superposer des surfaces d'assollement (SDA) faisant partie de l'inventaire vaudois sur une zone à bâtir. Il faut donc sortir les SDA du périmètre d'aéroport. Dès lors le conflit est réglé.	Le texte est modifié dans le sens de la proposition. Situation initiale, Etat de la coordination: Supprimer le paragraphe: Les problèmes en suspens concernant le conflit ... réexamen de la Confédération du plan sectoriel des surfaces d'assollement. Explications, Agriculture: Supprimer le paragraphe: Les conflits liés à la présence ... la preuve qu'elles peuvent être compensées.	La proposition est acceptée car le Service de l'aménagement du territoire vaudois a confirmé que le quota cantonal des surfaces d'assollement défini dans le cadre du Plan sectoriel de la Confédération est respecté.
Commune de Bex		
1 Aéroport de Bex Pas de remarque.		
Kanton Wallis		
1 Flugplatz Münster, Flugplatz Raron, Héliport Raron: Die Objektblätter entsprechen den Zielsetzungen der kantonalen Richtplanungen und sind mit den Raumplanungszielen des Grossen Rates vom 2.10.1992 vereinbar.		
Gemeinde Münster (VS)		
1 Die Gemeinde beabsichtigt, die Piste mittelfristig zu verschmälern, um den Anteil versiegelter Fläche zu verringern. Kurzfristig ist die Gemeinde finanziell nicht in der Lage dies zu realisieren. Der Text ist entsprechend anzupassen: «Die Piste kann auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite von 18 m zurückgebaut werden.»	Stand der Koordination: «Die Piste soll <i>mittelfristig</i> auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite von 18 m zurückgebaut werden.» Festlegungen: «Die Piste soll <i>mittelfristig</i> auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite von 18 m zurückgebaut werden.» Erläuterungen zum Flugplatzperimeter: «... Rückbau der Piste auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite ...» «Die Bewilligung der Flugplatzanlagen (inkl. Rückbau der Piste) ist Gegenstand einer Plangenehmigung ... Der Zeitpunkt für den vorgesehenen Rückbau ist noch nicht definitiv bestimmt.»	Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Absicht der Gemeinde, die Piste auf die erforderliche minimale Breite zurückzubauen, soll als Verpflichtung im Objektblatt festgehalten, aber nicht zwingend mit dem Umnutzungsverfahren verknüpft werden.
2 Stand der Koordination ergänzen: «Für die Beurteilung der Lärmbelastung ist als einzig gesetzliches Instrument die Lärmschutzverordnung LSV mit dem Lärmkataster massgeblich.»	keine	Die Anmerkung ist absolut korrekt. Die Regelung der Lärmbeurteilung gemäss LSV ist in jedem Fall verbindlich und muss deshalb im Objektblatt nicht speziell erwähnt werden. Im weiteren gilt das Vorsorgeprinzip, wonach die Flugplatzhalterin die betrieblich möglichen Vorkehrungen zur Reduktion der Umweltbelastung trifft (vgl. Festlegungen).

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
3 Im Text ist klar zu stellen, dass bei der Lärmberechnung von jährlich 3'000 <u>Motorflugbewegungen</u> ausgegangen wird.	Stand der Koordination: «... Umnutzungsverfahren ist die Lärmbelastung auf der Basis von jährlich 3'000 <u>Motorflugbewegungen</u> auszuweisen. Erläuterungen Lärmbelastung: «Nachweis der Lärmbelastung ... von maximal 3'000 <u>Motorflugbewegungen</u> pro Jahr ...»	Dem Antrag wird entsprochen.
4 In den Erläuterungen zur Lärmbelastung ist klar zu stellen, dass keine Erhöhung der Bewegungszahl vorgesehen ist. Gemäss Kompromiss der Region Goms bleibt der Schnitt der jährlichen Flugbewegungen bei 2'500.	«... pro Jahr auszugehen. Dies entspricht einer Erhöhung der Bewegungszahl von 20% im Vergleich zum Schnitt der letzten 10 Jahre (1992-2001). Damit kann ...»	Dem Antrag wird entsprochen. Die der Lärmkurve zugrunde gelegten 3'000 Bewegungen können gemäss Kompromiss der Region Goms nur in Ausnahmefällen ausgeschöpft werden.
5 Erläuterungen Lärmbelastung: Der Satz «Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist als wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV einzustufen.» ist zu streichen. Der Flugplatz wird im heute bestehenden Rahmen weiterbetrieben, die Umnutzung führt entsprechend den Grundsätzen im SIL zu keiner wahrnehmbaren Erhöhung der Fluglärmbelastung.	Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist <i>wie eine</i> wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV <i>zu behandeln.</i> »	In der LSV wird von wesentlichen Änderungen gesprochen, wenn durch Umbauten oder Betriebsänderungen wahrnehmbar stärkere Lärmmissionen erzeugt werden. Dies ist beim Flugplatz Münster nicht der Fall. Mit der Umnutzung von einem zivil mitbenützten Militärflugplatz in einen rein zivilen Flugplatz wird jedoch die Grundnutzung der Anlage verändert, auch wenn keine bauliche oder betriebliche Erweiterung stattfindet. Deshalb ist der Flugplatz bei der Beurteilung der Lärmbelastung im Umnutzungsverfahren wie eine wesentlich geänderte Anlage zu behandeln.
6 Erläuterungen Zweckbestimmung: «Detailliertere Angaben zum Ablauf ... werden in dem noch vom BAZL zu erstellenden definitiven Merkblatt enthalten sein.»	«Detailliertere Angaben zum Ablauf ... sind im Merkblatt des BAZL (<i>Fassung</i> vom 14. Juni 2002) enthalten.»	Das Merkblatt vom 14. Juni 2002 ist bezüglich Angaben zu den Bewegungszahlen (Tabelle Anhang 2) zu korrigieren. Im übrigen entspricht die Fassung vom 14. Juni dem definitiven Stand.
7 Erläuterungen Zweckbestimmung: Der Mietvertrag vom 31. März 2001 ist per 28. Juni 2002 in Kraft getreten.	«... Mietvertrag vom 31. März 2001 festgehalten. Dieser Vertrag tritt nach Abschluss des Umnutzungsverfahrens in Kraft ist per 28. Juni 2002 in Kraft getreten.»	
8 Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen: «Die Flugplatzhalterin zeigt in einem <i>zusammen mit der Gemeinde erstellten</i> Konzept ...»	keine	Das Konzept für den ökologischen Ausgleich ist Bestandteil des Umnutzungsgehalts. Gesuchstellerin ist die Flugplatzhalterin. Sie ist gegenüber den Bundesbehörden für die Ausgestaltung und den Betrieb des Flugplatzes verantwortlich. Selbstverständlich wird der Gemeinde als Grundeigentümerin bei der Erarbeitung des Konzepts und bei der Umsetzung der Massnahmen eine entscheidende Rolle zukommen. Flugplatzhalterin und Gemeinde regeln ihre Zusammenarbeit jedoch privatrechtlich (Mietvertrag).
9 Erläuterungen Altlasten ergänzen: «Für die Umsetzung der Massnahmen ist die Gemeinde als Grundstückbesitzerin verantwortlich mit entsprechenden Regressmöglichkeiten auf Verursacher und <i>vormalige</i> Besitzer.»	«... eingeleitet. Verantwortlich ist die Gemeinde als Grundstückbesitzerin mit entsprechenden Regressmöglichkeiten auf Verursacher und <i>vormalige</i> Eigentümer (VBS).»	Dem Antrag wird entsprochen.

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
Region Goms		
<p>1 Der zwischen den betroffenen Gemeinden und den Wirtschaftsorganisationen aus der Region Goms ausgehandelte Kompromiss zur Zahl der zulässigen Flugbewegungen ist im Objektblatt vollständig wiederzugeben. Der Text in den Erläuterungen zu Zweckbestimmung, Betrieb ist zu ergänzen mit: «Vororientierungen: Dem Flugbetrieb auf dem Flugplatz Münster wird unter folgenden Bedingungen zugestimmt: a) Die Art und das Ausmass des heutigen Flugbetriebs darf nicht überschritten werden. Konkret wird folgendes festgelegt: - Grundsätzlich sind maximal ... - Bei Schleppaufzügen werden gemäss Bundesamt für Zivilluftfahrt (BAZL) nur zwei Flugbewegungen gezählt. - Zusätzliche Motorflugbewegungen ...</p>	keine	<p>Mit den konkreten Vereinbarungen im Kompromiss der Region Goms wird sicher gestellt, dass der Flugbetrieb in der bestehenden Art weiter geführt wird und die Zahl der Flugbewegungen nicht erhöht wird. Diesem Kompromiss wird sowohl im Koordinationsprotokoll als auch im Objektblatt vollumfänglich Rechnung getragen. Die relevanten Punkte sind in beiden Dokumenten im Wortlaut wiedergegeben. Die Zählweise der Schleppaufzüge richtet sich nach der Lärmschutzverordnung und gilt generell für alle Flugplätze in der Schweiz: Gezählt werden die Motorflugbewegungen, der Text im Objektblatt wird entsprechend präzisiert (vgl. Gemeinde Münster, Ziffer 2). Die Fehler in der offiziellen Statistik des BAZL konnten in der Zwischenzeit bereinigt werden. Weitere Präzisierungen zum Thema Verkehrsleistung und Lärmbelastung sind nicht erforderlich, der Sachverhalt ist hinreichend erläutert.</p>
<p>2 «b) Die Linienführung der geplanten Umfahrungsstrasse im Areal des Flugplatzes hat absolute Priorität.» Die Erläuterungen zum Strassenbau sind dahingehend zu präzisieren, dass falls die Linienführung der Dorfumfahrungsstrasse vom Kanton Wallis in das Areal des Flugplatzes Münster verlegt würde, diesem Strassentrasse absolute Priorität zukäme.</p>	Keine	<p>Der Richtplan legt fest, dass bei der Festlegung der künftigen Nutzung auf den Flugplatzareal der neuen Linienführung der Furkastrasse Rechnung zu tragen sei. Im Koordinationsprotokoll ist festgehalten, dass eine neue Linienführung entlang der Bahn im Vordergrund steht, zur Zeit aber noch kein konkretes Projekt besteht. Zu einer Reihenfolge der Prioritäten bei der Nutzung hat sich der Kanton in der Koordination nicht geäußert.</p>
Flugplatzgenossenschaft Münster		
<p>1 Die Verschmälerung der Piste auf eine minimale Breite entspricht der Absicht der Gemeinde als Grundeigentümerin. Die Kosten wurden beim Landverkauf im Verkaufspreis eingerechnet. Die Flugplatzhalterin kann einer solchen Verschmälerung zustimmen, wenn Sicherheit und Betrieb nicht beeinträchtigt werden (überrollbare Ränder). Sie hat jedoch keinen Einfluss auf den Zeitpunkt der Realisierung und kann auch keine finanziellen Verpflichtungen übernehmen. Der Text sollte angepasst werden: «Die Piste kann auf die minimal erforderliche Breite von 18 m zurückgebaut werden.»</p>	<p>Stand der Koordination: «Die Piste soll <i>mittelfristig</i> auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite von 18 m zurückgebaut werden.» Festlegungen: «Die Piste <i>soll mittelfristig</i> auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite von 18 m <i>zurückgebaut werden</i>.» Erläuterungen zum Flugplatzperimeter: «... Rückbau der Piste auf die <i>minimal</i> erforderliche Breite ...» «Die Bewilligung der Flugplatzanlagen (inkl. Rückbau der Piste) ist Gegenstand einer Plangenehmigung ... Der Zeitpunkt für den vorgesehenen Rückbau der Piste ist noch nicht definitiv bestimmt.»</p>	<p>Dem Antrag wird in abgeänderter Form entsprochen. Die Absicht der Gemeinde, die Piste auf die erforderliche minimale Breite zurückzubauen, soll als Verpflichtung im Objektblatt festgehalten, aber nicht zwingend mit dem Umnutzungsverfahren verknüpft werden.</p>
<p>2 Es wird ausdrücklich darauf hingewiesen, dass die Bewegungszahlen kein brauchbares Mittel zur Begrenzung der Lärmbelastung sind. Der Lärm muss an der Quelle begrenzt werden (Einsatz lärmarmer Flugzeuge). Einzig mit der Regelung gemäss Lärmschutzverordnung wird dazu ein Anreiz vermittelt. Stand der Koordination ergänzen: «Für die Beurteilung der Lärmbelastung ist als einzig gesetzliches Instrument die Lärmschutzverordnung LSV mit dem Lärmkataster massgeblich.»</p>	keine	<p>Die Anmerkung ist absolut korrekt. Die Regelung der Lärmbeurteilung gemäss LSV ist in jedem Fall verbindlich und muss deshalb im Objektblatt nicht speziell erwähnt werden. Im weiteren gilt das Vorsorgeprinzip, wonach die Flugplatzhalterin die betrieblich möglichen Vorkehrungen zur Reduktion der Umweltbelastung trifft (vgl. Festlegungen).</p>
<p>3 Im Text ist klar zu stellen, dass bei der Lärmberechnung von jährlich 3'000 Motorflugbewegungen ausgegangen wird.</p>	<p>Stand der Koordination: «... Umnutzungsverfahrens ist die Lärmbelastung auf der Basis von jährlich 3'000 Motorflugbewegungen auszuweisen.» Erläuterungen Lärmbelastung: «Nachweis der Lärmbelastung ... von maximal 3'000 Motorflugbewegungen pro Jahr ...»</p>	Dem Antrag wird entsprochen.

Anträge	Änderung im SIL	Bemerkungen
Propositions	Modification du PSIA	Remarques
4 Erläuterungen Lärmbelastung: Der Satz «Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist als wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV einzustufen» ist zu streichen. Der Flugplatz wird im heute bestehenden Rahmen weiterbetrieben, die Umnutzung führt entsprechend den Grundsätzen im SIL zu keiner wahrnehmbaren Erhöhung der Fluglärmbelastung.	Die Umnutzung in einen zivilen Flugplatz ist <i>wie eine</i> wesentliche Änderung einer bestehenden ortsfesten Anlage im Sinne von Art. 8 LSV <i>zu behandeln</i> .»	In der LSV wird von wesentlichen Änderungen gesprochen, wenn durch Umbauten oder Betriebsänderungen wahrnehmbar stärkere Lärmimmissionen erzeugt werden. Dies ist beim Flugplatz Münster nicht der Fall. Mit der Umnutzung von einem zivil mitbenützten Militärflugplatz in einen rein zivilen Flugplatz wird jedoch die Grundnutzung der Anlage verändert, auch wenn keine bauliche oder betriebliche Erweiterung stattfindet. Deshalb ist der Flugplatz bei der Beurteilung der Lärmbelastung im Umnutzungsverfahren wie eine wesentlich geänderte Anlage zu behandeln.
5 Erläuterungen Zweckbestimmung: «Detailliertere Angaben zum Ablauf ... werden in dem noch vom BAZL zu erstellenden definitiven Merkblatt enthalten sein.»	«Detailliertere Angaben zum Ablauf ... sind im Merkblatt des BAZL (Fassung vom 14. Juni 2002) enthalten.»	Das Merkblatt vom 14. Juni 2002 ist bezüglich Angaben zu den Bewegungszahlen (Tabelle Anhang 2) zu korrigieren. Im übrigen entspricht die Fassung vom 14. Juni dem definitiven Stand.
6 Erläuterungen Zweckbestimmung: Der Mietvertrag vom 31. März 2001 ist per 28. Juni 2002 in Kraft getreten.	«... Mietvertrag vom 31. März 2001 festgehalten. Dieser Vertrag tritt nach Abschluss des Umnutzungsverfahrens in Kraft ist per 28. Juni 2002 in Kraft getreten.»	
7 Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz ergänzen: «Die Flugplatzhalterin zeigt in einem <i>zusammen mit der Gemeinde erstellten</i> Konzept ... Bestandteil des Umnutzungsgesuchs. <i>Für die Umsetzung der Massnahmen ist die Gemeinde als Grundstücksbesitzerin verantwortlich.</i> »	keine	Das Konzept für den ökologischen Ausgleich ist Bestandteil des Umnutzungsgesuchs. Gesuchstellerin ist die Flugplatzhalterin. Sie ist gegenüber den Bundesbehörden für die Ausgestaltung und den Betrieb des Flugplatzes verantwortlich. Selbstverständlich wird der Gemeinde als Grundeigentümerin bei der Erarbeitung des Konzepts und bei der Umsetzung der Massnahmen eine entscheidende Rolle zukommen. Flugplatzhalterin und Gemeinde regeln ihre Zusammenarbeit jedoch privatrechtlich (Mietvertrag).
8 Erläuterungen Altlasten ergänzen: «Für die Umsetzung der Massnahmen ist die Gemeinde als Grundstücksbesitzerin verantwortlich.»	«... eingeleitet. Verantwortlich ist die Gemeinde als Grundstücksbesitzerin mit entsprechenden Regressmöglichkeiten auf Verursacher und vormalige Eigentümer (VBS).»	Dem Antrag wird entsprochen.
Munizipalgemeinde Raron		
1 Die geplante Autobahn-Raststätte Oberwallis (Bereich Baggersee) liegt im Gebiet mit Hindernisbegrenzung. Sie soll im Objektblatt im Sinne einer Vororientierung berücksichtigt werden. Konflikte mit den Festlegungen im SIL sind nicht erkennbar.	keine	Festlegungen zur Autobahnraststätte sind Gegenstand der Richt- und Nutzungsplanung. Die Planung von Autobahnraststätte und definitivem Flugplatzbetrieb sollten jedoch frühzeitig aufeinander abgestimmt werden. Im Interesse der Sicherheit im Flugbetrieb ist darauf zu achten, dass keine Hochbauten oder Bepflanzungen die Hindernisbegrenzungsfläche durchstossen.
Gemeinde Visp		
1 Zum jetzigen Zeitpunkt keine Konflikte mit der Richtplanung der Gemeinde erkennbar, keine Bemerkungen.		
Fluggruppe Oberwallis, Air Zermatt AG (gemeinsame Stellungnahme mit der Munizipalgemeinde Raron)		
1 keine Anträge und Bemerkungen		

Anträge Propositions	Änderung im SIL Modification du PSIA	Bemerkungen Remarques
Region Visp / Westlich Raron		
1 Die geplante Autobahn-Raststätte Oberwallis (Bereich Baggersee) liegt im Gebiet mit Hindernisbegrenzung. Sie soll im Objektblatt im Sinne einer Vororientierung berücksichtigt werden. Konflikte mit den Festlegungen im SIL sind nicht erkennbar.	keine	Festlegungen zur Autobahnraststätte sind Gegenstand der Richt- und Nutzungsplanung. Die Planung von Autobahnraststätte und definitivem Flugplatzbetrieb sollten jedoch frühzeitig aufeinander abgestimmt werden. Im Interesse der Sicherheit im Flugbetrieb ist darauf zu achten, dass keine Hochbauten oder Bepflanzungen die Hindernisbegrenzungsfläche durchstossen.

